

TRANSITION
EN 
COMMUN

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2025

**Nos propositions pour
une ville démocratique,
abordable et solidaire**

Octobre 2025

Mise en contexte — rompre avec le statu quo pour faire face aux crises

Montréal est à la croisée des chemins. Crise climatique, crise du logement et de l'itinérance, inégalités sociales, précarisation économique, essoufflement démocratique... Ces défis ne sont pas abstraits : ils touchent nos quartiers et nos vies quotidiennes. Ils exigent des choix courageux et une rupture claire avec le statu quo.

La bonne nouvelle, c'est que notre ville regorge de forces vives : citoyen·nes mobilisé·es, organismes communautaires, mouvements sociaux, institutions engagées. La Ville s'est dotée de plans ambitieux — PUM 2050, Plan Climat, Montréal 2030 — mais leur mise en œuvre ne pourra réussir seule.

Depuis 2022, plus de 150 organisations, groupes et institutions, ainsi que des milliers de personnes, ont co-construit avec Transition en Commun une vision partagée de la transition socio-écologique. Ce travail collectif a permis de dégager une ambition commune : bâtir une métropole démocratique, abordable et solidaire. **Cette vision est vivante et réciproque** : elle se nourrit continuellement des propositions de nos membres, tout en renforçant leurs propres démarches — **dans les domaines de la culture, de la mobilité, des quartiers, de l'économie, de la biodiversité et bien d'autres — tout comme nos membres s'appuient sur l'alliance pour amplifier leurs propres revendications**. C'est dans cette circulation continue entre alliance et membres que réside la véritable force de notre écosystème.

Les propositions qui suivent s'inscrivent dans ce mouvement collectif. Elles répondent aux enjeux électoraux immédiats, mais elles visent aussi à paver le chemin des deux prochaines années et à poursuivre la mobilisation vers des engagements plus forts à l'horizon 2027. Dans cet esprit, nous proposons de nous inspirer du Sommet de Montréal tenu il y a 20 ans — moment transformateur pour la ville — et d'organiser en 2027 un **nouveau Sommet élargi sur l'avenir de Montréal**. La démocratie et la transition en seraient des piliers essentiels, mais ce serait aussi une occasion unique de rehausser la mobilisation citoyenne, de forger de nouvelles alliances et de réaffirmer notre capacité collective à transformer Montréal plus largement.

Propositions

1. Démocratie – Faire de Montréal un exemple mondial de gouvernance partagée	4
2. Financement de la transition – Se donner les moyens de nos ambitions	5
3. Justice environnementale – Pas de transition écologique sans justice sociale	6
4. Économie pour une ville abordable – Mettre l'économie au service du bien commun	7
5. C'est dans nos quartiers que tout commence – Reconnaître et soutenir la force des territoires.....	8
6. Mobilité – Réduire le nombre de voitures individuelles.....	9
7. Logement – Accélérer la transition du logement.....	10
8. Alimentation – Reconnaître le droit à l'alimentation	11

Annexes

1. Propositions issues du Débat inversé – Transformons la ville ensemble	12
2. Les plateformes électorales de nos membres et de l'écosystème	14



Démocratie – Faire de Montréal un exemple mondial de gouvernance partagée

Les grandes décisions nécessaires à la transition – qu’elles concernent la mobilité, le logement, la gestion des déchets ou l’aménagement urbain – se heurtent trop souvent à un manque d’acceptation sociale et à des processus participatifs qui génèrent frustrations et blocages. Pourtant, ailleurs, ces processus ont été réinventés avec succès. Montréal, avec son héritage démocratique et la richesse de sa société civile, peut devenir un modèle mondial de démocratie urbaine.

Proposition phare

Lancer un chantier « Démocratie montréalaise 2.0 »

En partenariat avec la société civile, ce chantier réinventera les mécanismes démocratiques pour passer de la consultation ponctuelle à la participation continue et au partage réel du pouvoir décisionnel.

Autres propositions

1. Adapter le fonctionnement de la Ville pour que la démocratie soit portée par un service transversal rattaché à la Direction générale.
2. Réformer l’OCPM et élargir le recours aux outils comme les jurys citoyens ou les conventions citoyennes.
3. Renforcer la place et le rôle des organismes de la société civile dans la gouvernance urbaine.
4. Accroître la portée du budget participatif (BP) de Montréal pour accroître l’équité et son impact sur la transition socio écologique (instaurer un programme récurrent, disposition d’un budget de fonctionnement, réaffirmer la thématique de la TSÉ).
5. Mettre en place une assemblée citoyenne permanente tirée au sort.



Financement de la transition – Se donner les moyens de nos ambitions

La transition socio écologique ne se fera pas à coût nul. Si Montréal veut être à la hauteur de ses engagements climatiques, sociaux et démocratiques, elle doit se doter de leviers financiers structurants, stables et collectifs. Il ne suffit pas de multiplier les projets pilotes ou initiatives ponctuelles : il faut garantir aux acteur·rices de la transition des ressources à la hauteur des défis.

Proposition phare

Créer un Fonds mutualisé pour la transition

Ce fonds avec une gouvernance partagée serait alimenté par la Ville, des partenaires institutionnels et philanthropiques et d'autres paliers de gouvernement, et destiné à soutenir des projets structurants portés par les communautés et les organisations locales.

Autres propositions

1. Assurer un financement pluriannuel aux projets ancrés localement et à impact systémique.
2. Développer des partenariats financiers structurants entre la Ville, les arrondissements et la société civile.
3. Allouer un pourcentage des budgets municipaux d'infrastructure à des programmes d'adoption des nouvelles infrastructures de mobilité.
4. Mettre à jour le budget participatif pour l'orienter sur la transition socio écologique et renforcer les espaces de participation et de décision avec les arrondissements et les citoyen·nes
5. Mettre en place une stratégie d'éco fiscalité qui considère les iniquités territoriales et sociales



Justice environnementale – Pas de transition écologique sans justice sociale

Les crises climatiques frappent d'abord et plus durement les populations déjà marginalisées. La justice environnementale exige que la transition répare autant qu'elle transforme, et qu'elle place au cœur de ses choix les personnes et territoires les plus vulnérables. Il est nécessaire de traiter les objectifs sociaux et environnementaux simultanément pour qu'ils se renforcent mutuellement. La solidarité internationale fait partie intégrante d'une approche de justice environnementale cohérente.

Proposition phare

Montréal, ville solidaire sur la scène internationale

S'inspirer d'exemples comme Burnaby, Barcelone, Liège, Bristol, Oxford ou Portland et évaluer la possibilité de rompre les liens institutionnels avec le gouvernement israélien et d'imposer des sanctions économiques aux entreprises israéliennes, en cohérence avec les engagements de Montréal en matière de droits humains.

Autres propositions

1. Affirmer que la justice climatique ne peut être atteinte sans justice sociale, en reconnaissant que les crises environnementales touchent de manière disproportionnée les populations déjà marginalisées.
2. Intégrer la justice environnementale dans les politiques publiques afin de prévenir toutes les formes de discrimination, y compris dans les actions qui touchent aux changements climatiques.
3. Reconnaître et soutenir la gouvernance autochtone urbaine pour une justice environnementale décoloniale
4. Affirmer la souveraineté des peuples autochtones et leur rôle dans la transformation écologique, notamment en soutenant les luttes territoriales et les principes d'autodétermination
5. Construire la résilience climatique à partir des luttes locales contre la pauvreté, la gentrification et les violences institutionnelles, en plaçant les communautés au cœur des décisions et des ressources.
6. Soutenir la mobilisation citoyenne et les solidarités internationales afin que Montréal s'aligne sur des principes de droits humains, en les intégrant dans ses politiques et décisions locales.



Économie pour une ville abordable – Mettre l'économie au service du bien commun

Une ville abordable, c'est une ville où l'accès aux besoins essentiels – logement, alimentation, mobilité, etc. – ne dépend pas du marché ou de la spéculation. Montréal peut et doit remettre en question le modèle dominant et mettre ses leviers économiques au service de l'équité et du bien commun.

Proposition phare

Soutenir la démocratisation de l'économie de Montréal

Montréal a toujours été à la pointe dans le soutien à l'économie sociale. Nous devrions continuer sur ce chemin, en mettant en oeuvre les propositions du Conseil de l'économie sociale de l'île de Montréal. Nous devrions aussi aller plus loin dans la démocratisation de notre économie, dans l'esprit de la vision présentée par Multitudes au Sommet de l'économie sociale en mai 2025 et désormais portée par plusieurs acteurs, dont Transition en Commun, dans le cadre d'une alliance pour la démocratisation de l'économie.

Autres propositions

1. Entamer une réflexion stratégique sur les orientations du service de développement économique, en lien avec la vision de transition socio-écologique, et sur l'adéquation des programmes et indicateurs du service avec cette vision
2. Utiliser les outils démocratiques disponibles à Montréal pour consulter les citoyens et citoyennes de Montréal sur nos orientations économiques
3. Établir une première stratégie d'abordabilité pour Montréal, qui inclut l'ensemble des besoins essentiels (alimentation, mobilité, énergie, logement...) et les relie entre eux, avec une perspective d'équité territoriale
4. Identifier et mettre en oeuvre des projets phares permettant de concrétiser ces orientations, par exemple :
 - Reconnaissance du droit à l'alimentation, au sein d'une stratégie de citoyenneté alimentaire
 - Développer des artères commerciales de proximité en favorisant l'économie sociale et solidaire
 - Instaurer une tarification sociale en mobilité, incluant l'allocation mobilité.
 - Développer les circuits courts et la relocalisation de la production.



C'est dans nos quartiers que tout commence – Reconnaître et soutenir la force des territoires

La ville, qu'elle soit métropole ou non, est d'abord un lieu de vie. Et c'est dans ses quartiers qu'elle est habitable. C'est dans les parcs, les bibliothèques, les centres communautaires et les ruelles que la solidarité se tisse. Pensons la ville pour celles et ceux qui la vivent et qui la rêvent.

Proposition phare

Impliquer les communautés locales dans chaque étape des projets urbains pour éviter les effets néfastes de l'éco-gentrification et améliorer la qualité de vie des populations vulnérables.

Autres propositions

1. Renforcer les moyens des initiatives de quartier de façon pérenne
2. Adopter une approche fondée sur la justice sociale, la lutte à la pauvreté et l'équité territoriale, afin que les politiques et programmes bénéficient à toutes et tous, sans exclusion ni déplacement.
3. Reconnaître officiellement les iniquités territoriales et soutenir les revendications locales. Les revendications qui émanent des territoires doivent être entendues et respectées, sans être diluées dans une politique municipale centralisée.
4. Soutenir la participation citoyenne locale comme moteur de la transition.



Mobilité – Réduire le nombre de voitures individuelles

Le secteur du transport routier est responsable de plus de 31 % des émissions carbone de la collectivité Montréalaise dont une part significative est due à la voiture individuelle. Pour réussir la transition, le nombre de véhicules privés dans la métropole doit diminuer. Les politiques publiques doivent être claires, ambitieuses et accompagnées de mesures sociales pour soutenir les ménages.

Proposition phare

Réduire le nombre de voitures privées par arrondissement

Autres propositions

1. Rééquilibrer les budgets et espaces dédiés à l'automobile en faveur des transports actifs et collectifs afin de refléter les coûts réels et bénéfices sociétaux des différents modes (ex. transférer la responsabilité du financement du stationnement sur rue des locataires et propriétaires fonciers vers les propriétaires de voiture)
2. Accompagner la population dans le changement et soutenir les organisations publiques et communautaires qui visent à faciliter ce changement par la mobilisation, l'éducation et la création de nouveaux services facilitant l'adoption de la mobilité durable.
3. Limiter la publicité automobile.
4. Inclure dans la planification municipale des actions concrètes : abandon de la sous tarification du stationnement sur rue, poursuite de la hausse du coût de l'immatriculation à l'échelle métropolitaine, aménagements réduisant la capacité véhiculaire.
5. Mettre en place une allocation mobilité pour faciliter la mobilité des ménages sous le seuil de revenu viable, peu importe leurs options et choix de transport.
6. Mettre en œuvre le PUM 2050, lequel répond autant à l'objectif de réduction du nombre de voitures individuelles qu'à des objectifs en matière de logement sous le prisme de la transition écologique, de l'équité et de la santé.



Mobilité – Réduire le nombre de voitures individuelles

Le logement est un droit fondamental et un pilier de la transition. Il doit être sain, abordable et adapté aux besoins des populations, en particulier des plus vulnérables, ainsi qu'aux enjeux environnementaux.

Proposition phare

Faire de la transition juste du logement et de la lutte contre la précarité énergétique une priorité.

Plus précisément :

1. Renforcer l'offre de logements sociaux et communautaires de qualité et décarbonés et cela, dans des secteurs bien desservis au niveau des transports collectifs, de l'offre alimentaire et des autres services essentiels.
2. Bonifier les programmes de rénovation existants pour inclure les locataires et améliorer les mécanismes de protection des locataires.
3. Prioriser la rénovation éco-énergétique du parc immobilier montréalais en fonction de l'état des bâtiments et de la vulnérabilité des populations, tout en veillant à ne pas précariser les ménages impactés par ces rénovations.
4. Renforcer les mesures de contrôle, d'inspection et de suivi des politiques d'insalubrité et les adapter aux changements climatiques.
5. Améliorer l'accès à l'information et l'accompagnement pour faciliter la réalisation de projets de transition du logement.
6. Soutenir la participation des populations, en particulier celles en situation de précarité (en finançant des comités et initiatives citoyennes, en levant les barrières systémiques, et en appuyant l'émergence de projets favorisant à la fois un meilleur accès au logement et des bâtiments plus écologiques).
7. Développer et renforcer la collaboration pérenne entre la société civile et les différents pouvoirs publics afin de travailler pour une transition juste du logement, renforcer la résilience climatique des quartiers et réduire les vulnérabilités en amont.



Alimentation – Reconnaître le droit à l'alimentation

Reconnaître le droit à l'alimentation à Montréal, c'est affirmer que manger ne relève pas d'un simple acte individuel, mais d'un droit humain fondamental. Ce droit implique que chaque personne ait un accès physique et économique à une alimentation adéquate, nutritive et culturellement appropriée. Il s'inscrit dans une vision de société plus juste, équitable et inclusive, où les besoins essentiels de toutes et tous sont respectés.

En milieu urbain, les inégalités alimentaires sont souvent exacerbées par la pauvreté ou le manque d'infrastructures. Intégrer ce droit dans les politiques municipales permet de **lutter contre l'insécurité alimentaire**, de renforcer la résilience des communautés et de promouvoir la souveraineté alimentaire. Cela oblige les municipalités à prendre leurs responsabilités, à soutenir des systèmes alimentaires durables et à garantir la dignité de chacun.

C'est aussi reconnaître que l'alimentation est liée à la santé, à l'environnement et à la justice sociale. L'alimentation est un levier puissant pour transformer la ville en un espace solidaire et nourricier.

3 recommandations concrètes pour une ville qui souhaite reconnaître et mettre en œuvre le droit à l'alimentation :

1. **Adopter une charte municipale du droit à l'alimentation**, qui engage la ville à respecter, protéger et promouvoir ce droit dans toutes ses politiques publiques
2. **Créer des zones d'agriculture urbaine accessibles**, soutenues par des programmes de formation et d'inclusion sociale, pour renforcer l'autonomie alimentaire des citoyens
3. **Mettre en place un conseil alimentaire citoyen**, composé d'acteur·rices communautaires, de chercheurs et de représentants municipaux, pour co-construire les politiques alimentaires

Propositions issues du Débat inversé – *Transformons la ville ensemble (29/08/25)*

Contexte et esprit de l'événement

Le 29 août 2025, Transition en commun a réuni près de **200 personnes** à la Cité des Hospitalières dans le cadre du camp d'été Rupture(s) : une trentaine de **candidat·e·s aux élections municipales** et plus de **150 représentant·e·s d'organismes communautaires, de têtes de réseaux et de collectifs citoyens**. L'objectif : inverser le rapport habituel entre élu·es et citoyen·nes en donnant la parole à la société civile, pendant que les candidat·es écoutaient, prenaient des notes et réagissaient en 2^e partie de séance. Cet exercice de **démocratie inversée** a permis de rendre visibles des propositions ancrées dans le réel, construites à partir d'expériences de terrain et d'une connaissance fine des besoins de la population montréalaise.

Faits saillants et grandes propositions exprimées

Les échanges ont mis en lumière une vision partagée : **la transition de Montréal doit être démocratique, juste et structurante**, s'appuyer sur la force des quartiers et sur la collaboration entre acteur·rices publics, communautaires et citoyens.

Parmi les messages clés :

1. Repenser la démocratie locale

- Créer des espaces délibératifs permanents (assemblées citoyennes, jurys tirés au sort, comités mixtes) disposant d'un réel pouvoir d'influence.
- Favoriser une culture du droit à l'erreur et de la bienveillance dans la participation publique.
- Renforcer la transparence des décisions et la reddition de comptes à l'échelle municipale et des arrondissements.

2. Soutenir les quartiers et les acteur·rices de terrain

- Mettre en place un guichet « projets de transition » simplifiant les démarches et levant les freins réglementaires.
- Garantir des locaux abordables et sécurisés pour les organismes, artistes et initiatives citoyennes.
- Reconnaître et financer durablement les écosystèmes de quartier comme infrastructures essentielles de la transition.

3. Droit au logement et à l'alimentation

- Agir contre les rénovictions et la précarité énergétique, en liant rénovation écologique et justice sociale.
- Reconnaître le droit à l'alimentation et soutenir les pôles alimentaires de quartier reliant producteurs, organismes et institutions publiques.
- Outiller la Ville pour mesurer les inégalités territoriales et cibler les ressources là où elles sont les plus criantes.

4. Justice environnementale et inclusion

- Faire de la justice environnementale un principe transversal des politiques municipales.
- Reconnaître et inclure les peuples autochtones dans les instances et les processus décisionnels.
- Prendre des positions franches en solidarité à la Palestine et évaluer les partenariats et placements municipaux à l'aune des droits humains et du climat

5. Financement et écofiscalité

- Mettre en place une écofiscalité municipale ambitieuse permettant de financer la transition et de réduire la dépendance aux programmes ponctuels.
- Créer un fonds mutualisé de transition réunissant Ville, arrondissements, fondations et acteur·rices socioéconomiques.

6. Culture et posture de la transition

- Valoriser le courage politique, la coopération et l'humilité comme leviers de transformation.
- Promouvoir une culture commune de la transition : ouverte, joyeuse et ancrée dans la solidarité.
- Favoriser la formation continue des élu·es et fonctionnaires sur la transition juste.

En résumé

Ce débat a confirmé qu'à Montréal, la société civile porte déjà une vision claire et cohérente de la transition socio écologique : une ville plus juste, plus solidaire et plus démocratique. Les propositions recueillies constituent un socle collectif pour les engagements électoraux à venir et pour l'action de Transition en commun dans les prochaines années.

Les plateformes électorales de nos membres et de l'écosystème

La TSÉ montréalaise s'écrit à plusieurs mains. Les propositions de Transition en commun s'enracinent dans un écosystème foisonnant d'acteurs.trices qui, chacun.e à leur manière, portent des visions, revendications et solutions concrètes pour transformer Montréal. Collectivement, ces plateformes témoignent de la vitalité démocratique, de la diversité des approches et de la cohérence des ambitions qui traversent la société civile montréalaise.

Nous les rendons accessibles ici pour favoriser leur diffusion et encourager les candidat-es et formations politiques à s'en inspirer. Qu'il s'agisse de culture, de logement, de démocratie locale, de justice sociale ou d'économie solidaire, ces prises de position forment un socle commun : celui d'une ville plus juste, durable et inclusive, où la transition ne se décrète pas d'en haut, mais se construit à partir du terrain, des quartiers et des communautés qui les animent.

Ces plateformes, portées par nos membres et partenaires, nourrissent directement le travail de l'alliance et incarnent le mouvement collectif que nous appelons : **une transition démocratique, abordable et solidaire pour Montréal.**



Culture Montréal

[La Culture fait campagne : 33 propositions pour une métropole culturelle ambitieuse](#)



Coalition Montréalaise des Tables de Quartier

Un Montréal pour tout le monde

Le lien du
document Word
n'est pas valide



ACHAT - Alliance des corporations d'habitations abordables du territoire du Québec

[Bâtir le Québec abordable de demain](#)



CESIM - Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal

[Bâtir la résilience des municipalités grâce à l'économie sociale - Six priorités pour une métropole d'économie sociale](#)



RAPSIM - Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

[20 revendications en hébergement communautaire et d'urgence, logement, droit à la ville, santé et adaptation climatique, financement, racisme et discriminations systémiques](#)

Plateforme de revendications communautaires : Notre ville, nos droits !



<https://fracamontreal.org/2025/09/02/notre-ville-nos-droits-2025/>



FRAPRU

[Campagne électorale municipale 2025: le logement social, une priorité](#)